

# **Conditions générales de participation à TRACS**

## **ARTICLE 1 : Objet**

Les présentes « conditions générales de participation » ont pour objet l'encadrement juridique de l'événement TRACS 2024 organisé sur le Campus de Paris-Saclay de CentraleSupélec, le 7 décembre 2024. Le Ministère des Armées et l'Association des Réseaux de CentraleSupélec (ARCS) seront appelés dans le présent texte « l'Organisateur ». Ce contrat est conclu entre : « l'Organisateur » et toute personne physique participant à l'événement, ci-après appelée « le Participant ». Les conditions générales de participation doivent être acceptées par tout Participant, et l'inscription sur le site [tracs.viarezo.fr](https://tracs.viarezo.fr) vaut acceptation de ces conditions.

## **ARTICLE 2 : Participation à la compétition**

L'ensemble des prestations est fourni à titre gratuit durant la journée du 7 décembre 2024.

La compétition et ses différents services peuvent être interrompus ou suspendus par l'Organisateur, notamment à la suite du non-respect des présentes Conditions, sans obligation de préavis ou de justification.

## **ARTICLE 3 : Responsabilité du Participant**

Le Participant s'engage à ne pas détériorer ni déplacer le mobilier mis à sa disposition et à restituer l'espace de compétition mis à disposition en l'état.

Dans le cas contraire, l'Organisateur pourra faire usage de tous les moyens légaux disponibles, incluant des poursuites pénales à l'encontre du contrevenant.

## **ARTICLE 4 : Règles de bonne conduite**

Il est demandé au Participant de ne pas manger dans l'auditorium Michelin, où se tiennent les conférences d'ouverture et de clôture, ni dans les salles de compétition, ni dans le théâtre Rousseau. L'espace Capable est mis à disposition du Participant pour le repas, qui veillera à l'utiliser dans le respect des règles de propreté.

Pendant les épreuves, les attaques dites « de force brute » sont inutiles donc interdites.

Le « leaderboard » ne fait pas partie des épreuves du challenge, aussi toute attaque constatée sur le serveur de scores pourra avoir pour conséquence la disqualification de l'équipe.

Toute action nuisant au travail des autres équipes peut entraîner une disqualification.

## **ARTICLE 5 : Utilisation du matériel**

Le matériel mis à disposition ne doit être ni dégradé, ni cassé, ni utilisé en dehors d'une exploitation prévue dans le cadre de la compétition.

Dans le cas contraire, l'Organisateur pourra faire usage de tous les moyens légaux disponibles, incluant des poursuites pénales à l'encontre du contrevenant.

L'Organisateur se réserve la possibilité de ne pas donner accès au contenu des épreuves à un Participant en cas de casse ou de détérioration du matériel ou du mobilier mis à sa disposition.

Par ailleurs, chaque Participant est autorisé à brancher au plus deux appareils électriques sur le secteur.

## **ARTICLE 6 : Image**

### **6.1 Enregistrements de la part des concurrents**

Il est formellement interdit au participant de prendre des enregistrements photo, audio ou vidéo lors de l'évènement.

Dans le cas contraire, des sanctions pénales seront encourues par le Participant (article L413-13 du code pénal).

### **6.2 Droit à l'image**

L'Organisateur réalise des prises de vue (photos et vidéos) des participants lors de l'évènement TRACS.

Le Participant cède son droit à l'image à l'Organisateur, afin que ce dernier diffuse l'ensemble des images et vidéos qui auront été prises lors de l'évènement.

Le Participant autorise, à titre gratuit, l'Organisateur à :

- Prendre en photo le Participant lors de prises de vues réalisées pendant l'évènement TRACS

- Filmer le Participant dans le cadre de vidéos réalisées pendant l'évènement TRACS
- Réaliser le montage de la ou les vidéo(s) ainsi effectuée(s)
- Exploiter la ou les photo(s) et la ou les vidéo(s), sans limite géographiques et pour une durée de 10 ans notamment lors de projections publiques, de salons professionnels, d'expositions, etc.
- Reproduire la ou les photo(s) et la ou les vidéo(s) sur tous supports (existants ou à venir)
- Diffuser la ou les photo(s) et la ou les vidéo(s) par tous moyens (existants ou à venir)

Les photos et vidéos demeurent la propriété inaliénable de l'Organisateur.

L'Organisateur s'interdit de procéder à une exploitation illicite, ou non prévue ci-avant, de l'enregistrement d'une image susceptible de porter atteinte à la dignité, la réputation ou à la vie privée du Participant et toute autre exploitation préjudiciable selon les lois et règlements en vigueur.

Le Participant s'engage à ne pas tenir responsable l'Organisateur en cas d'altération technique de l'image (notamment de sa couleur, sa qualité...) que ce soit lors de la réalisation ou de la diffusion de la photo ou la vidéo.

Dans le cas où des participants manifesteraient leur volonté de ne pas être photographiés ou filmés, l'Organisateur les identifie avec un signe distinctif afin de ne pas capter leur image.

#### **ARTICLE 7 : Protection des données à caractère personnel**

Les données à caractère personnel des participants sont traitées, conservées et effacées conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

La politique de protection des données personnelles est détaillée sur le site [tracs.viarezo.fr](https://tracs.viarezo.fr).

En acceptant les conditions générales de participation, le Participant accepte que les informations saisies sur le site [tracs.viarezo.fr](https://tracs.viarezo.fr) soient exploitées pour l'instruction de la candidature par l'Organisateur et pour les finalités décrites sur le site [tracs.viarezo.fr](https://tracs.viarezo.fr) par le ministère des armées.

#### **ARTICLE 8 : Ententes**

Il est interdit de collaborer entre équipes durant la durée de la compétition, soit de 8h30 à 22h le 7 décembre 2024, sans quoi les équipes concernées pourront être disqualifiées.

De même, les ententes avec l'Organisateur ou un staffeur de l'évènement seront sanctionnées par une disqualification de l'équipe.

## **ARTICLE 9 : Règles particulières**

Tout élément technique (mail, numéro de téléphone, etc.) rencontré lors du challenge est fictif et ne doit pas faire l'objet d'envoi de mail ou de SMS par les équipes.

Les participants ne sont pas autorisés à quitter leur équipe et/ou changer d'équipe en cours de challenge.

## **ARTICLE 10 : Responsabilité de l'Organisateur**

L'Organisateur ne pourra être tenu pour responsable en cas de dysfonctionnement ou de problèmes relatifs aux services proposés au Participant. L'Organisateur assure la sollicitation de ces services, mais n'est pas responsable de leur bonne réalisation.

## **ARTICLE 11 : Propriété intellectuelle**

### **11.1 Définitions**

Les « Epreuves » désignent des exercices dans le domaine informatique et/ou mathématique matérialisés sous forme d'énoncés scénarisés, associés éventuellement à des jeux de données et des ateliers représentant certaines spécialités existantes au sein du Ministère des Armées.

### **11.2 Régime des épreuves**

Le Ministère des Armées conserve l'intégralité des droits de propriété intellectuelle et industrielle afférents au contenu et support des Epreuves, ainsi qu'à leurs solutions, matérialisés sous forme de méthodes de résolution, permettant au Ministère des Armées de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales.

L'Organisateur cède au Participant, à titre non exclusif, et non cessible, un droit d'utilisation du contenu et du support des Epreuves à des fins pédagogiques et uniquement dans le cadre du projet TRACS 2024.

Ce droit d'utilisation est concédé pour la France et uniquement pendant la durée des épreuves.

A l'issue de la journée du 7 décembre 2024, le Participant n'est plus autorisé à utiliser les épreuves, que ce soit pour son compte ou pour le compte d'un tiers, directement ou indirectement, et tout ou partie et pour quelque motif que ce soit sans autorisation de la part de l'Organisateur.

### **11.3 Responsabilité**

Le Participant est entièrement responsable de tout contenu qu'il utilise et il s'engage à ne pas en faire un usage illicite et/ou nuisible. Le Participant ne pourra reproduire, copier ou publier le contenu des épreuves.

L'Organisateur se réserve le droit de modérer ou de supprimer librement et à tout moment les contenus mis en ligne par le Participant, et ce sans justification.

## **ARTICLE 12 : Durée du contrat**

Le présent engagement prend effet à compter du 7 décembre 2024, 7h30. Le Participant s'engage personnellement à en respecter les termes sans limitation de durée dans le temps.

## **ARTICLE 13 : Droit applicable et juridiction compétente**

Le présent contrat relève de la législation française. En cas de litige non résolu à l'amiable entre le Participant et l'Organisateur, le litige sera référé aux tribunaux compétents.